

## Comité de suivi de la voie professionnelle

8 janvier 2026



### Déclaration des syndicats de la FSU

Mesdames et Messieurs,  
Monsieur le Ministre,

La FSU accueille favorablement la mise en place de ce Comité de suivi de la voie professionnelle. Sans se substituer aux travaux des instances représentatives et aux audiences, ce Comité doit permettre de prendre enfin en compte la parole et les avis des personnels portés par les organisations syndicales représentatives. Dans les établissements, ce sont elles et eux dans leur quotidien professionnel qui connaissent les élèves de la voie professionnelle, font face aux difficultés prégnantes et constatent le grand écart entre les discours et la réalité.

L'état des lieux exhaustif et partagé que nous ne cessons de réclamer impose que les évaluations et analyses tant quantitatives que qualitatives soient partagées. Or les réformes s'empilent, des dispositifs sont déployés et généralisés sans qu'aucun bilan ou évaluation ne soit jamais réalisé. Lorsqu'ils existent, les rapports ne sont pas rendus publics : quelle est alors leur utilité ? Par conséquent, nous demandons la publication des rapports ou du bilan d'étape de la mission de l'Inspection générale portant sur l'évaluation de la réforme des lycées professionnels, notamment celui sur le parcours différencié 2025 en terminale professionnelle. Ce dispositif, dénoncé par la FSU dès son annonce, est à rebours de l'intérêt des élèves et des personnels.

Avec le retard accumulé, la liste des sujets à aborder est pléthorique. Sans exhaustivité, il est nécessaire de considérer :

- l'urgence à revenir sur l'organisation de la terminale bac pro pour en finir avec la désorganisation des établissements et la perte de sens aussi bien pour les élèves que pour les personnels ;
- le temps de formation ;
- les familles de métiers et l'orientation en voie professionnelle ;
- l'inclusion scolaire sans moyens et non préparée (la part des élèves en situation de handicap a quadruplé en dix ans) ;
- la situation des SEGPA et des ÉREA ;
- les évolutions de la carte des formations pour répondre à la demande sociale des jeunes ainsi qu'aux enjeux nationaux ;
- les dispositifs de la transformation de la voie professionnelle initiée en 2018, dont certains ont été rabotés en bac pro mais pas en CAP ;
- Avenir pro qui empiète sur le temps pédagogique et nie le travail des professeur-es de lycée professionnel, des professeur-es documentalistes et des Psy-EN ;
- les conséquences néfastes du déploiement de l'apprentissage et particulièrement du mixage des publics ;

...

Pour les syndicats de la FSU, l'enseignement professionnel sous statut scolaire a besoin d'un vaste plan pour construire un lycée professionnel émancipateur et qualifiant, au service de l'intérêt général.

Avec l'augmentation de l'orientation en voie professionnelle et la baisse attendue de l'apprentissage, le Comité de suivi ne peut ignorer la poussée démographique en cours avec pour

conséquence l'augmentation du nombre d'élèves par classe et la dégradation des conditions d'études des élèves et de travail des personnels. Une dégradation qui est aussi le fait, depuis déjà plusieurs années, du manque d'enseignant-es dans les lycées professionnels.

Qu'il s'agisse de titulaires et de contractuel·les, la crise du recrutement n'est pas nouvelle dans la voie pro et les réformes n'ont fait que l'amplifier. Les causes sont connues : des salaires insuffisants (et ce n'est pas le pacte qui les a revalorisés), des conditions de travail qui se dégradent, une perte de sens du métier. Pour exemple, selon l'enquête FSU-CGT menée l'été dernier, 85 % des personnels de la voie pro se sentent moins utiles dans leur travail avec la nouvelle organisation de l'année de terminale bac pro.

Pour la FSU, les travaux de ce comité de suivi doivent absolument contribuer, par des propositions soumises ensuite à la concertation, à l'amélioration des conditions d'exercice des personnels qui s'investissent au quotidien pour la réussite des jeunes de la voie professionnelle scolaire.